

De Lima à Paris ou comment avancer le pied sur la pédale de frein

Paris, le 15 décembre 2014 – La 20^e Conférence sur le changement climatique (COP20), qui a eu lieu à Lima du 1^{er} au 12 décembre vient de se terminer. Alors que les négociations auraient dû poser les fondations de l'accord à conclure à Paris fin 2015, elles ont échoué à trouver des compromis et reportent de trop nombreuses décisions à la COP 21.

Au lendemain de la 20^e Conférence sur le changement climatique, c'est un sentiment de déception et d'incertitude qui prévaut. Les négociations des 196 pays de la Convention Climat ont abouti à des décisions a minima, qui construisent l'accord de Paris sur des fondations fragiles. Cette situation est d'autant plus difficile à accepter que le sentiment d'optimisme prévalait à l'ouverture de la conférence et que les conditions semblaient réunies pour garantir son succès.

Une des avancées principales attendues était la définition de règles claires, équitables et contraignantes sur la façon dont les pays devaient s'engager à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but était ainsi de s'assurer d'une méthode appropriée de rapprochement des données pour s'assurer que l'effort combiné des pays soit suffisant pour limiter le réchauffement global à +2°C.

Par ailleurs, le Fonds Vert devait commencer à être sérieusement abondé. Les 10 milliards contribués sont une première étape indispensable, mais insuffisante pour répondre à l'ensemble des besoins d'adaptation et de transition énergétique dans les pays les plus démunis qui se chiffrent en centaines de milliards de dollars.

Il apparaît clairement que les décideurs, notamment au sein des pays développés, déconnectés des réalités, restent enfermés dans une logique d'attentisme et repoussent à plus tard les décisions difficiles, alors qu'une action immédiate est indispensable pour éviter un emballement climatique incontrôlable et restaurer la confiance nécessaire à un accord ambitieux. Il ne s'agit pourtant plus de savoir qui fera le premier pas ; il faut que tout le monde se mette en marche.

« D'ici Paris, nous devons construire un accord qui soit capable à la fois d'inclure le monde entier dans une démarche de réduction d'émissions, tout en tenant compte des besoins immenses des populations les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique », estime Carline Mainenti, chargée de plaidoyer à AVSF et administratrice de Coordination SUD référente de la commission Climat et développement.

Un autre élément d'inquiétude est la place très limitée laissée à l'agriculture dans les négociations officielles alors que la COP 17 à Durban en 2011 en avait ouvert les portes en proposant la mise en place d'un programme de travail dédié. Ce n'est qu'en 2015 que débiteront des ateliers de travail, sans aucune certitude sur les résultats et consensus qui en ressortiront. En laissant cette thématique conflictuelle en suspens, certains pays cherchent en effet à éviter la remise en cause de leurs modèles agricoles. En parallèle, la place grandissante qu'occupe la GACSA (Alliance Globale sur l'Agriculture Intelligente face au Climat), située en dehors de l'espace de dialogue des Nations unies et intégrant une très grande variété d'acteurs, y compris des multinationales de l'agro-business, éveille des inquiétudes dans la société civile.

Ce constat ne fait que mobiliser encore plus fortement la société civile et renforcer le rôle de la Coalition internationale, faisant le contrepoids du manque de volonté politique.

« Malgré une déception bien compréhensible sur de nombreux aspects, nous n'avons pas l'intention de relâcher notre effort et attendons des décisions politiques fortes des divers gouvernements en 2015, à commencer par la France », déclare Vanessa Laubin, chargée de projets au Geres et cheffe de file de la commission Climat et développement de Coordination SUD.

Les membres de Coordination SUD présents à Lima étaient:

Action contre la Faim : Peggy Pascal, ppascal@actioncontrelafaim.org
AVSF : Katia Roesch, k.roesch@avsf.org
Care : Aurélie Ceinos, ceinos@carefrance.org et Fanny Petitbon, petitbon@carefrance.org
CCFD – Terre solidaire : Maureen Jorand, jm.jorand@ccfd-terresolidaire.org
GERES : Vanessa Laubin, v.laubin@geres.eu et Marina Gavalvão, m.gavaldao@geres.eu
Secours Catholique – Caritas France : Emilie Johann, emilie.johann@secours-catholique.org
Oxfam : Romain Benicchio, romain.benicchio@oxfaminternational.org

Contact presse :

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org
01 44 72 03 78

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 150 ONG, dont une centaine via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.